

PREFET DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement Centre

Bourges, le 06 AVR. 2012

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

**INSTALLATIONS CLASSEES**

-----  
**SOCIETE RIC ENVIRONNEMENT  
(SITE BROEUR)**  
-----

**Commune de LA CHAPELLE SAINT URSIN**

**Objet :** Installations classées. Dossier de demande de renouvellement d'agrément relatif à l'exploitation d'une installation de stockage, de dépollution, de démontage et de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage et d'actualisation de la situation administrative.

**Réfer :** vos bordereaux du 9 février et du 15 novembre 2011

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet du Cher**

Par bordereaux cités en référence, monsieur le préfet du Cher a transmis à l'inspection des installations classées, pour instruction, la demande de renouvellement d'agrément pour la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (broyeur) présentée par la société RIC ENVIRONNEMENT sise sur la commune de LA CHAPELLE SAINT URSIN, au lieu dit « les Laburets » ainsi que la demande de bénéficier du droit acquis lié à l'antériorité suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour les rubriques du secteur des déchets.

Un plan de localisation du site est joint au présent rapport.

**1. Renouvellement d'agrément pour la dépollution, le démontage et le broyage des véhicules hors d'usage**

**1.1 CADRE REGLEMENTAIRE**

**a) Dispositif de traitement de VHU**

La réglementation pour l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU), modifiée par le décret n°2011-153 du 4 février 2011, est codifiée dans le code de l'environnement par les articles R543-153 à R543-171. L'article R543-155 prévoit que les exploitants des installations d'élimination des VHU (broyeurs et centres VHU) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral.

PJ : 1 projet d'arrêté préfectoral complémentaire

1 plan de localisation

Copie à : DREAL Centre - SEIR

.../...

Horaires d'ouverture 8h30-11h30 / 14h-16h30

Tél. : 02 34 34 63 40 - Fax : 02 34 34 63 10

6, Place de la Pyrotechnie - CS 70004

18021 Bourges Cedex

<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



Les VHU ne peuvent être remis par leur détenteurs (propriétaires, personnes agissant pour les propriétaires, autorités dont relèvent les fourrières) qu'à des centres VHU ou des broyeurs agréés.

Les centres VHU agréés assurent la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage des VHU. Ils confient ensuite les VHU à un broyeur agréé qui assure la destruction finale des véhicules par découpage ou broyage. Les véhicules peuvent toutefois être remis directement par leurs détenteurs à un broyeur agréé qui assurera la dépollution et le démontage avant la destruction des véhicules.

#### b) Eléments de traçabilité modifiés par le décret du 4 février 2011

L'article R 322-9 du code de la route modifié par le décret du 4 février 2011 précise que la traçabilité des véhicules est effectuée via le certificat de destruction du véhicule.

Ce document est délivré par le centre VHU agréé au propriétaire qui lui remet son véhicule. Concomitamment, le centre VHU agréé adresse au préfet de département de son choix le double du certificat de destruction et une déclaration l'informant de l'achat pour destruction du véhicule. Le ministre de l'intérieur procède alors à l'annulation de l'immatriculation du véhicule.

#### c) Agréments des opérateurs

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités de l'article R 515-37 du code de l'environnement. Pour les installations existantes et autorisées (rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées), l'agrément est accordé par arrêté préfectoral complémentaire dans les conditions prévues à l'article R 512-31 du code précité. L'agrément est délivré pour une période maximale de 6 ans renouvelable.

La procédure d'agrément des opérateurs a été précisée dans l'arrêté ministériel du 15 mars 2005. Le demandeur ne peut être qu'un démolisseur (centre VHU) ou un broyeur. Le dossier doit contenir une déclaration du pétitionnaire par laquelle il s'engage à respecter un des deux cahiers des charges annexés à l'arrêté du 15 mars 2005. Ce cahier des charges impose notamment à l'opérateur de procéder à la dépollution du véhicule (retrait des batteries et des fluides notamment) avant toute autre opération.

Un organisme qualifié doit attester de la conformité des installations du demandeur aux dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation d'une part et aux exigences techniques mentionnées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 d'autre part (comportant notamment l'imperméabilisation des aires de réception des VHU non dépollués). Par la suite les opérateurs agréés devront faire réaliser un contrôle annuel de leurs installations par un organisme qualifié.

### **1.2 PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT**

La société RIC ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé Z.I des Forges – Route de Foëcy 18100 VIERZON, exploite des installations de stockage et de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage dans son établissement situé au lieu dit « les Laburets », sur la commune de LA CHAPELLE SAINT URSIN.

Elle est autorisée à exploiter ces installations par l'arrêté préfectoral n°2008.1.148 du 27 février 2008, sous les rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes :

- 286 : Métaux (Stockages et activités de récupération de déchets de) et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses des véhicules hors d'usage, etc., la surface utilisée étant supérieure à 50 m² ;
- 1450 : solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques (emploi ou stockage), la quantité stockée étant supérieure à 1 tonne ;
- 2560 : travail mécanique des métaux, la puissance des machines étant supérieure à 500 kW.

L'établissement bénéficie de l'agrément préfectoral pour le broyage des véhicules hors d'usage par l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 précité, valable jusqu'au 23 mai 2012. La quantité annuelle de VHU admise est limitée à 30 000 véhicules, soit 27 000 tonnes.

La société RIC ENVIRONNEMENT reçoit des véhicules hors d'usage remis par des centres VHU agréés et par des particuliers ou des garages. Les VHU proviennent du département du Cher et des départements limitrophes ainsi que des sites périphériques exploités par la société BARTIN RECYCLING GROUP dont fait partie RIC ENVIRONNEMENT (la liste des sites est précisée dans l'article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 précité).

Le site stocke, recycle et broie également différents types de déchets à forte proportion de ferrailles type électroménager.

Outre la prise en charge et le stockage des VHU, les opérations effectuées sur le site sont la dépollution, le démontage et le broyage des VHU. A ce titre, l'exploitant sollicite le renouvellement de l'agrément "broyeur".

La société RIC ENVIRONNEMENT est certifiée depuis le 10 février 2004 selon le référentiel ISO 14001 pour les opérations de collecte et de recyclage des matériaux ferreux et non ferreux.

### **1.3 INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'AGREMENT PRESENTEE PAR LA SOCIETE RIC ENVIRONNEMENT**

Le dossier de demande de renouvellement d'agrément de la société RIC ENVIRONNEMENT a été déposé en préfecture le 10 novembre 2011.

Le dossier contient l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage.

#### **a) Eléments de l'article R515-37 du code de l'environnement**

L'article R515-37 du code de l'environnement stipule que les éléments suivants doivent être inclus dans le dossier de demande d'agrément : nature et origine des déchets qui peuvent être traités, quantités maximales admises et conditions de leur élimination. L'ensemble de ces informations est précisé dans le dossier. Les VHU proviennent des « centres VHU » agréés, des particuliers et des garages. La quantité annuelle admise maximale est limitée à 30 000 VHU, soit 27 000 t. Leur mode d'élimination est défini selon les dispositions du cahier des charges "broyeur" annexé à l'arrêté ministériel du 15 mars 2005.

#### **b) Engagement de respecter le cahier des charges**

Le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges "broyeur" défini en annexe II de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005.

Ce cahier des charges est déjà annexé à l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 précité et a donc valeur de prescriptions réglementaires pour l'exploitant.

#### **c) Attestation de conformité**

Le dossier contient une attestation de conformité établie le 23 septembre 2011 par l'organisme ECOPASS, accrédité pour la certification selon la norme ISO 14001. Ce référentiel est nommément prévu à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005.

L'attestation a mis en évidence 1 non-conformité à l'article 8.2.3.6 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 :

- la déclaration à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) prévue par l'arrêté du 19 janvier 2005 n'a pas été effectuée au plus tard le 31 mars suivant l'année où les opérations de broyage ont été réalisées.

Cette déclaration a été transmise à l'ADEME le 7 juin 2011.

Cette non-conformité peut être considérée comme mineure.

Dans ces conditions, la non-conformité mise en évidence ne doit pas conduire à émettre un avis défavorable à la demande du pétitionnaire. L'agrément peut donc être renouvelé.

## 2. Demande d'Antériorité suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour les rubriques du secteur des déchets

### 2.1. CONTEXTE REGLEMENTAIRE DE LA MODIFICATION DE LA NOMENCLATURE POUR CERTAINES RUBRIQUES DU SECTEUR DES DECHETS

Le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, modifie la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en créant de nouvelles rubriques en remplacement des rubriques 95, 98 bis, 128, 129, 167, 245, 286, 322, 329 et 2799.

Eu égard à ces évolutions réglementaires, il a été demandé à l'exploitant de se positionner par rapport aux nouveaux seuils de classement introduits, afin, le cas échéant, de faire valoir son fonctionnement au bénéfice du droit acquis lié à l'antériorité. En effet, l'article L. 513-1 du code de l'environnement précise que les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation ou déclaration à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant la publication du décret.

### 2.2. SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT

La société RIC ENVIRONNEMENT est autorisée à exploiter le site de LA CHAPELLE SAINT URSIN par l'arrêté préfectoral n°2008.1.148 du 27 février 2008 mettant à jour les prescriptions applicables du site « broyeur ».

Le tableau suivant résume la situation administrative actuelle de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

RUBRIQUE	DESIGNATION DES ACTIVITES	VOLUME D'ACTIVITE	Régime
286	Métaux (Stockages et activités de récupération de déchets de) et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses des véhicules hors d'usage, etc. : La surface étant supérieure à 50 m <sup>2</sup>	16 000 m <sup>2</sup>	A
1450-2	Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques 2. Emploi ou stockage : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant > 1 tonne	10 tonnes	A
2560	Métaux et alliages (travail mécanique des), la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement étant supérieure à 500 kW	2 250 kW	A

A : Autorisation

On notera également les activités suivantes non classables au titre de la nomenclature précitée et qui sont dues notamment à l'activité de dépollution effectuée par la société RIC ENVIRONNEMENT :

- dépôt ou atelier de triage de matières usagées combustibles à base de caoutchouc, élastomères, polymères, installé sur un terrain isolé, bâti ou non, situé à moins de 50 m d'un bâtiment habité ou occupé par des tiers, la quantité entreposée étant de 30 m<sup>3</sup> (rubrique 98bis B) ;
- conditionnement et mise en œuvre de chlorofluorocarbures, halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés, la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant de 78 litres (rubrique 1185.1) ;
- emploi et stockage de l'oxygène, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 0,464 t (rubrique 1220) ;
- stockage en réservoir manufacturé de gaz inflammables liquéfiés, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 0,41 t (rubrique 1412) ;
- stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables représentant une capacité équivalente totale de 3,65 m<sup>3</sup> (rubrique 1432.2) ;

- stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), le volume susceptible d'être stocké étant de 30 m<sup>3</sup> (rubrique 2663-2).

Par courrier du 24 novembre 2010 transmis à la préfecture du Cher, complété le 24 novembre 2011 et le 5 avril 2012, la société RIC ENVIRONNEMENT a demandé à bénéficier du droit acquis. La situation administrative de l'établissement est désormais la suivante :

RUBRIQUE	DESIGNATION DES ACTIVITES	VOLUME D'ACTIVITE	Régime
1450-2	Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques 2. Emploi ou stockage : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant > 1 tonne	10 tonnes	A
2560-1	Métaux et alliages (travail mécanique des), 1. la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement étant supérieure à 500 kW	2 250 kW	A
2712	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage La surface étant supérieure à 50 m <sup>2</sup>	200 m <sup>2</sup>	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. 1. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	25 t	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. 1. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	<sup>(1)</sup> 480 t/j	A
1185-1	Chlorofluorocarbures, halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés. 1. Conditionnement de fluides et mise en oeuvre telle que fabrication de mousses, etc., à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visés par la rubrique 2345 et du " nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 ". La quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure ou égale à 80 l	78 l	NC
1220	Oxygène (emploi et stockage d') La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t	0,464 t	NC
1412	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure ou égale à 6 t	0,41 t	NC
1432-2	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale inférieure ou égale à 10 m <sup>3</sup>	3,65 m <sup>3</sup>	NC

1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.  Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué étant inférieur ou égal à 100 m <sup>3</sup>	24 m <sup>3</sup>	NC
2663-2	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)  2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	30 m <sup>3</sup>	NC
2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.  Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m <sup>3</sup>	30 m <sup>3</sup>	NC

A : Autorisation, DC : soumis au contrôle périodique, NC : non classé

(1) : la surface maximale de stockage des déchets classables sous la rubriques 2791 est de 6 150 m<sup>2</sup>

De ce qui précède, la demande de la société RIC ENVIRONNEMENT de bénéfice de l'antériorité est présentée dans l'année suivant la publication du décret du 13 avril 2010 précité. En conséquence, le tableau de classement des activités de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement doit être modifié.

### 3. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Considérant :

- que le dossier de demande de renouvellement d'agrément pour la dépollution, le démontage et le broyage des véhicules hors d'usage contient l'ensemble des éléments demandés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 ;
- qu'en particulier le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges "broyeur" défini en annexe II de cet arrêté ;
- que la non-conformité relevée par l'organisme qualifié n'est pas rédhibitoire ;

l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Cher de considérer favorablement la demande de renouvellement d'agrément "broyeur" (dépollution, démontage et broyage de véhicules hors d'usage) présentée par la société RIC ENVIRONNEMENT sise à LA CHAPELLE SAINT URSIN et de prolonger l'agrément pour une durée de 6 ans, soit jusqu'au 23 mai 2018.

Par ailleurs, suite aux modifications de certaines rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dans le secteur des déchets et suite à la demande du pétitionnaire de bénéficier de l'antériorité, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Cher de lui accorder ce bénéfice et d'acter cette évolution administrative en actualisant le tableau de classement des activités du site.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Cher de réserver une suite favorable aux 2 demandes de l'exploitant en modifiant l'arrêté préfectoral n°2008.1.148 du 27 février 2008 par voie d'arrêté préfectoral complémentaire. Un projet d'arrêté préfectoral à cet effet est joint au présent rapport.

En application de l'article R 512-31 du code de l'environnement, le présent rapport doit être présenté au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques pour avis.



EXTRAIT DE LA CARTE IGN

## PLAN D'ACCES

ECHELLE : 1 / 25000



